

Article

« Vieux démons et jeunes démocraties – l’horizon de l’an 2000 en Europe de l’Est : le cas Hongrois »

Miklos Molnar

Études internationales, vol. 21, n° 4, 1990, p. 807-821.

Pour citer cet article, utiliser l'information suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/702749ar>

DOI: 10.7202/702749ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

Vieux démons et jeunes démocraties L'horizon de l'an 2000 en Europe de l'Est: le cas hongrois

Miklos MOLNAR*

La dernière décennie du millénaire sera la première d'une ère historique nouvelle pour les pays de l'Europe de l'Est après trois quarts de siècle de communisme pour l'URSS et quarante ans pour les autres. À notre époque où l'histoire avance avec des bottes de sept lieues, c'est toute une époque de l'humanité qui se termine. Notre siècle aura vu l'échec de l'impérialisme colonial, la montée et la descente en l'enfer de la barbarie nazie, la naissance et la mort du totalitarisme stalinien et post-stalinien. L'Allemagne, la nouvelle principale puissance européenne sortant, elle, des deux ravages meurtriers en ce qui concerne sa partie orientale.

De nouveaux conflits et crises, découlant notamment de l'irresponsabilité humaine face à la nature, menacent certes la planète et interdisent de crier victoire, mais jamais peut-être la perspective d'un véritable nouvel ordre international et d'une harmonie sociale n'avait encore été si clairement tracée à l'horizon de l'humanité. Cela n'est certes pas «la fin de l'histoire» comme l'optique d'un optimisme néo-hégélien voudrait le suggérer, mais la marche vers un système mondial de type nouveau. Parmi les valeurs à la hausse figurent sans doute le principe de la démocratie tout court, du respect de l'autre ainsi que, quoique loin d'être universellement adopté, celui des droits de l'Homme sous le signe duquel s'est accomplie la mutation gigantesque de l'Europe communiste d'hier. C'est peut-être une ironie de l'histoire que celui qui avait prévu cette tendance de la liberté basée sur les droits de l'Homme s'appelait... Friedrich Engels. Pour l'auteur de *l'Anti-Dühring*, en effet, les invasions germaniques s'étaient créées en Europe occidentale et centrale «un territoire de civilisation homogène et continu» constituant le seul terrain «où serait possible un jour la revendication de l'égalité humaine, des droits de l'Homme.»¹

Il ne convient pas de disserter ici sur la question de savoir comment et dans quelle mesure les pères fondateurs du communisme seraient eux-mêmes intellectuellement responsables du dérapage totalitaire. Le fait est que l'utopie dégénérée en cauchemar s'est avérée totalement incapable de se redresser et se réformer. Vidé de sa substance et privé de toute nouvelle ressource intérieure, le système communiste, avec à sa tête un réformateur audacieux en la personne de Gorbatchev, a dû s'avouer vaincu et se saborder. Les caisses étant aussi vides que la valise idéologique, le tournant

* Professeur à l'Institut de Hautes études internationales de Genève, Suisse.

1. Pour cette vision «européo-centriste» de la civilisation voir mon ouvrage: *Marx, Engels et la politique internationale*, Paris, Gallimard, 1975.

Revue Études internationales, volume XXI, n° 4, décembre 1990

formidable qui s'opère dans les anciens pays communistes d'Europe centrale et dans la tourmente des pays encore sous la coupe affaiblie de la nomenklatura est au fond un mouvement de retour aux sources. Retour à une Europe qui tire sa signification de l'histoire des civilisations.

Ce mouvement n'a pas de précédent dans l'histoire car les nouveaux départs se font généralement sur la base d'acquis accumulés même dans les périodes d'infortune. Il est rare qu'un peuple se voie obligé de tout rejeter de la décennie antérieure, comme l'Allemagne après la chute de Hitler, et de repartir de l'année zéro de son histoire interrompue. Et pourtant, c'est quelque chose de semblable qui est en train de se produire à l'Est de l'Europe démocratique après, répétons-le respectivement deux ou quatre générations de système communiste.

Il y a certes quelques nuances à apporter à ce constat sommaire. Non seulement aucune histoire, serait-ce la plus infâme comme celle du nazisme et du stalinisme, ne passe sans laisser de traces durables – chose salutaire – dans les mémoires collectives et individuelles, mais elle marque aussi les mentalités, les comportements et les institutions. Il n'y a donc jamais un retour absolu à la case départ de l'avant. Il n'en reste pas moins que sur tous les plans essentiels, la construction d'une nouvelle société sur les ruines du communisme nécessite une remise des pendules à l'heure, et de fait, elle se réalise concrètement à partir de l'horloge arrêtée lors de l'arrivée au pouvoir du communisme.

Faute de pouvoir prendre pied sur les acquis du réformisme de la décennie précédente, tous les pays en question, à des degrés divers se raccrochent ainsi à leur passé respectif. On le constate à la vue des républiques soviétiques asiatiques en quête d'un passé étatique souvent archaïque, d'une Russie à la recherche de son identité moderne quasiment inexistante, d'une Pologne tiraillée entre sa grandeur d'antan et son patrimoine démocratique moderne fragile, d'une Hongrie cherchant sa voie vers l'intégration européenne, mais handicapée par son mal-développement hérité du passé ancien et récent. C'est d'ailleurs l'exemple de ce pays, autrefois «laboratoire» d'un communisme plus éclairé que les autres, qui pourrait le mieux permettre de dresser le bilan et d'illustrer les problèmes que toute la région doit affronter dans cette décennie de fin de millénaire.

Quête d'une nouvelle identité, ancrage dans le passé si ce n'est le passéisme et, en même temps, recherche désespérée de la modernisation «à l'européenne» – voilà les données de base d'une situation pour le moins contradictoire. Trois constatations liminaires en découlent.

La première en importance – mais pas en ordre chronologique – est l'écart, si ce n'est le fossé, entre d'un côté l'horizon d'attente de l'opinion publique, l'espoir d'entrer de plain-pied dans l'Europe riche, libre et démocratique et, de l'autre, la perception, ou plutôt la «dysperception», la représentation erronée, des réalités européennes (et occidentales en général). En un mot, que nous développerons plus en détail, l'Europe au seuil du grand marché commun de fin 1992, et de l'an 2000 à plus forte raison, ne

correspond nullement à la représentation du monde occidental que se font les esprits au-delà de l'ancien rideau de fer. On s'imagine aisément l'énorme déception et les troubles d'adaptation à la réalité que comporte cet écart.

Il appert en outre que la fête de la liberté... est terminée. Les lampes sont éteintes, les réjouissances ont pris fin, la liesse n'aura duré que le temps d'un été comme en Hongrie en 1989 ou de quelques nuits folles de démolition du mur, ou d'occupation de places et de palais, lieux symboliques d'un pouvoir abhorré. On ne chante pas la Marseillaise ou les chants nationaux, on ne danse pas la Carmagnole, il n'y pas de farandoles ni de fêtes populaires réitérées dans les rues de Moscou, de Prague ou de Bucarest. Après quelques éclats de joie, la «révolution de velours» et le passage pénible ou truqué, confisqué, dans la nouvelle ère, la gigantesque mutation d'un monde si longtemps réputé inébranlable se produisent de façon on ne peut plus prosaïque, voire grise et désenchantée.

En Hongrie, appelée à voter pour la septième fois en l'espace d'un an, la population s'est montrée lasse et désintéressée : environ un tiers des électeurs s'est déplacé en octobre 1990 pour élire ses représentants locaux et municipaux. Abstention et, en même temps, triple avertissement : manifestation de mécontentement en raison de l'inflation et de la chute du pouvoir d'achat, signe de défiance à l'adresse du gouvernement de centre-droit issu des élections du printemps précédent et, enfin, avertissement à toute la classe politique composée à 90 % d'anciens opposants. Avertissement dans le sens que, malgré le recul sensible de la coalition centre-droit-national conservatrice, toute la classe politique a été visée à cause des scènes déplaisantes des débats parlementaires et télévisés marqués davantage par les conflits personnels, les intrigues et les calomnies que par le souci d'œuvrer pour le redressement de la vie nationale.

Tous les partis se virent donc désavoués (inégalement et au net avantage des libéraux, surtout des Jeunes Démocrates) à l'occasion de cette consultation populaire et qui donna la victoire aux candidats non-inscrits.

La victoire des non-inscrits indépendants mériterait à elle seule une analyse politique plus approfondie que nous ne pouvons faire dans le cadre limité de cet article. Elle nous amène au troisième point des constatations préliminaires à savoir au rôle des anciens communistes. Car de nombreux indépendants qui remportèrent 80 % des quelque 3000 mairies de moins de 10,000 habitants sont des «anciens» ou des «anciens anciens», à savoir membres ou ex-membres de la basse nomenklatura du régime Kadar. Avec en plus, certes, de nombreuses personnes véritablement indépendantes qui s'étaient distinguées sous le même régime Kadar par leur attitude critique vis-à-vis du pouvoir. Curieux mélange donc, cette nouvelle classe de notables locaux composée d'anciens administrateurs délégués du pouvoir communiste... et de résistants anti-communistes. Et qui, peut-être, ne s'entendent pas trop mal au niveau de la gestion de leurs municipalités respectives, les uns ayant fait preuve d'une certaine compétence et d'attachement aux intérêts locaux, les autres ayant démontré leur intégrité et leur énergie dans le combat contre l'ancien régime.

Les études sociologiques à venir vont permettre d'en faire une interprétation plus solide. En attendant, une conclusion s'impose : à savoir que le problème du démantèlement définitif du communisme se situe désormais au niveau moyen et bas de l'administration publique (économie comprise) et non au niveau du pouvoir central. Car au niveau de ce dernier la page est tournée. Dans les villes, au scrutin de liste, l'ancien parti communiste désagrégé (et divisé en un parti «social-démocratisé», le MSZP, et un minuscule parti des nostalgiques le MSZMP) s'est vu en fait désavoué, chutant au-dessous de la barre des 10 %. À vue humaine, un redressement semble impossible. Si bien que le MSZP cherche plutôt une place au soleil dans la nouvelle constellation politique du pays que de caresser soit la vaine illusion d'un retour au pouvoir, soit la déstabilisation du nouveau régime par le sabotage.

Qu'en est il, dans cette situation neuve et inédite, de l'immense majorité de ses cadres et effectifs d'avant le changement qui l'avaient quitté ? Il s'agit, ne l'oublions pas, au bas mot de 300,000 anciens fonctionnaires, miliciens, gestionnaires, enseignants. Les nouvelles autorités gouvernementales se méfient, certes, d'eux globalement, mais aussi bien pour des raisons de légalité que d'efficacité elles n'en avaient licencié que très peu.

Le brillant sociologue hongrois Elemér Hankiss, premier à avoir supputer la désintégration graduelle du régime Kadar dès le début des années 1980, avait préconisé la conversion de l'élite communiste en élite d'affaires à la faveur de sa position clé dans l'économie, de son réseau de relations et aussi, dans une certaine mesure, de son savoir-faire. Prévision juste sans doute, mais probablement pour un petit nombre seulement, la majorité de l'ancien fonctionariat n'étant pas en situation d'attaque. Elle est au contraire en situation de dépendance. Dépendance vis-à-vis de l'entreprise qui reste, dans 80 % des cas, étatique. Dépendance, à plus forte raison, vis-à-vis de l'administration (civile, militaire scolaire, culturelle...) au sein de laquelle l'ancien fonctionnaire, professeur de lycée, médecin, infirmière, officier de police, militaire de carrière, employé des PTT, etc... reste toujours, quel que soit le régime, un être subordonné dans une hiérarchie. En haut de cette dernière se trouvent de nouveaux ministres, secrétaires d'État, chefs de services qui lui impriment le devoir de servir l'État. Quel qu'il soit.

Et ils le servent, comme ils serviront, le cas échéant, un nouveau gouvernement issu de nouvelles élections législatives dans quatre ans si celui actuellement au pouvoir devait céder sa place. Au fond c'est ainsi que fonctionne le monde. Il suffit de relire Balzac pour s'en convaincre comme me le disait un ami, banquier de son état de surcroît. L'identification du phénomène hongrois, de ce mélange d'éléments anciens et nouveaux, de cette composition inévitable à moyenne durée, est d'autant plus importante que, sauf glissement vers le «populisme», la Pologne s'engage dans la même direction, de même que la Tchécoslovaquie. Demain la Roumanie et la Bulgarie aussi, tout probablement, en dépit de la persistance de l'ancien régime, ouvertement chez la dernière, de façon camouflée chez la première. Seule l'Union soviétique pourrait longtemps encore y échapper en raison

d'une part de la gestation difficile d'un nouveau fédéralisme incertain et, d'autre part de l'absence encore totale d'une élite de relève et d'un projet de société tant soit peu crédible.

Cela dit, la conversion du fonctionnariat communiste demeure un problème majeur pour les nouveaux régimes, tiraillés entre le désir légitime de changer de personnel et un fait latent : le manque de cadres appropriés. C'est que, même en supposant la bonne volonté générale des anciens cadres, ne serait-ce que dans l'intérêt compréhensible qu'a chacun de garder son poste, la gestion du pays, du ministère à l'atelier, de la préfecture de police à l'école primaire reste hypothéquée par les méthodes de travail et les comportements transmis par l'ancien régime, par excellence indolent.

C'est là où réside l'héritage le plus pesant de 40 ou de 75 ans de communisme. Du méchant loup, personne n'a peur. Son fantôme, jadis aperçu par un certain Karl Marx comme hantant l'Europe en quête d'une révolution salvatrice, est aujourd'hui comme le fantôme du château britannique habité par des locataires américains dans la nouvelle d'Oscar Wilde, aux enfants desquels le pauvre spectre ridiculisé, demande pitié. Mais il reste, de ce temps peu glorieux, la paresse mentale, l'absence de responsabilité et d'esprit d'entreprise, voire même... la paresse tout court. Il y a là d'immenses populations qui doivent réapprendre à travailler, à penser par leurs propres moyens et à adopter les règles élémentaires de la civilité. Plus que les nouveaux gouvernements ce sont les communautés autonomes, élues en Pologne et en Hongrie et en train de se constituer ailleurs, qui seront, il faut l'espérer, les promotrices de ce nouvel esprit civique.

La désillusion qui accompagne les premiers pas de la nouvelle démocratie et l'héritage problématique laissé par l'ancien régime sont sans aucun doute deux questions majeures qui resteront à l'ordre du jour pour les années à venir. Elles sont aussi en rapport direct avec la question fondamentale du choix de société, du pays qui n'est qu'entamé par les transformations politiques et juridiques déjà accomplies et qui déterminera la marche vers «l'Europe» de cette ancienne «autre Europe». Question cruciale de la dernière décennie de notre millénaire aussi bien en Pologne, en Tchécoslovaquie et en Hongrie plus avancées dans cette voie, que dans la zone plus à l'Est, ainsi que dans l'Union soviétique troublée d'aujourd'hui. L'exemple de la Hongrie, malgré la petitesse de ce pays, pourrait aider à comprendre les enjeux et les périls qui menacent les uns et les autres.

Qui dit choix de société et d'orientation internationale (en l'occurrence européenne) ne doit pas penser exclusivement aux fondements institutionnels. L'une des leçons qu'on peut d'ores et déjà tirer des révolutions est-européennes est précisément le fait que le passage du régime à parti unique au pluralisme démocratique est une chose relativement facile et rapide dans le cas où l'ancien régime discrédité et impuissant n'y oppose pas de résistance, évitant ainsi de prolonger sa propre agonie et de provoquer la guerre civile. L'intelligence, la résolution et le pragmatisme du Prix Nobel de la Paix, Mikhaïl Gorbatchev, y a été pour quelque chose ; c'est à l'histoire future

de le déterminer avec précision à la base de documents concernant ses recommandations faites aux dirigeants des pays satellites ainsi qu'au sein des divers directoires de l'empire russo-soviétique. En tout état de cause, Polonais, Hongrois, Tchécoslovaques et Allemands de l'Est ont pu opérer la transition d'un régime politique à l'autre sans effusion de sang, sans même trop déchaîner les passions, les règlements de comptes et les épurations hors de la légalité. Le monde occidental, mal informé de l'état réel du socialisme assista même stupéfait à ce tremblement de terre qui n'a pas fait de décombres. Dans la plupart des cas, notamment dans celui de la Hongrie, on pouvait même constater le respect scrupuleux de la légalité aussi bien dans la préparation de la transmission des pouvoirs par les communistes que dans sa saisie par les nouvelles autorités et enfin dans l'exercice gouvernemental et parlementaire. À ces acteurs, mal récompensés des «réformes-communistes» qui ont préparé le terrain à la démocratie et, sur ce plan-là injustement critiqués – comme le gouvernement centre-droit de M. Jozsef Antall – l'histoire future reconnaîtra des mérites aujourd'hui éclipsés par le bruit et la fureur des premiers affrontements démocratiques et par les difficultés économiques. Exemplaires, ces transformations ont permis d'asseoir l'État de droit, le pluralisme parlementaire, la liberté de presse et d'opinion et enfin le système institutionnel politique selon les règles les plus démocratiques possible.

Cette étape vite franchie n'est cependant que le début de l'exercice consistant à faire pénétrer la démocratie dans le fonctionnement de l'État, des services publics, dans les mentalités enfin. Au risque de négliger l'aspect économique fondamental de cette transformation en profondeur nous lui consacrons seulement une brève et nécessaire réflexion.

En lisant le projet qui consistait à amener l'Union soviétique à l'économie de marché en 500 jours, je ne savais pas si je devais rire ou pleurer. De même, en lisant le projet amendé par Gorbatchev de procéder à telle mesure dans les 100 premiers jours, à telle autre dans les 150 suivants et ainsi de suite. Tout observateur un tant soit peu sensé des économies planifiées, sait pertinemment, même s'il n'est pas expert en la matière comme c'est mon cas, qu'il s'agit là d'un leurre aussi malhonnête que dangereux. 5000 jours, et non 500 seraient insuffisants pour y arriver. La comparaison du cas soviétique (et aussi bulgare ou roumain, voire même tchécoslovaque et polonais dans une moindre mesure) avec celui de la Hongrie est sans doute boiteuse à certains égards. Les dimensions et les ressources naturelles sont en Union soviétique d'un autre ordre de grandeur, elles sont très différentes aussi entre les pays d'Europe du Centre-Est. Une autre grande différence réside dans le fait que le développement antérieur au changement de 1989 en Hongrie avait été opéré sous un régime certes «libéralisé» mais demeuré communiste, tandis que le changement amorcé depuis lors ne se heurte même plus en Union soviétique, aux barrages de l'État-Parti-Patron. En effet, au niveau des intentions, M. Gorbatchev semble avoir accepté de passer à l'économie de marché tout court et non à l'économie socialiste de marché. Grande différence, dirions-nous, mais les déclarations d'intentions

ne supplantent pas les mesures concrètes. Or sur ce dernier plan, la comparaison des changements amorcés en Union soviétique (et aussi, dans une certaine mesure dans plus d'un autre ancien pays communiste) avec la Hongrie présente quelques leçons instructives.

En dépit du blocage réitéré de la réforme mise en route en 1968, la Hongrie sous Kadar avait connu un développement économique sans précédent en régime communiste. Mille et une mesures ont été non seulement décrétées, mais aussi mises en pratique pour décentraliser l'économie jusqu'alors planifiée, pour rendre les entreprises concurrentielles, pour diminuer les écarts entre prix fixés et prix réels. Les blocages de la réforme, le retour au dirigisme camouflé par un système de «marchandage/arbitrage» entre les agents économiques, le maintien des subventions exorbitantes «redistribuées» aux entreprises non rentables, l'endettement quasi criminel du pays (20 milliards de dollars de dette extérieure sans parler de la dette intérieure) ainsi que d'autres fautes graves ont malheureusement, sinon annulé, tout au moins réduit à peu de choses les effets positifs de ce réformisme kadarien si longtemps surestimé. Il en reste néanmoins quelque chose notamment sur le plan du savoir-faire, de l'organisation gestionnaire, et même ici ou là sur le plan de la production des biens et des services ; acquis qui font défaut ailleurs et qui peuvent servir au moins temporairement. En outre, faits décisifs quand il faut repartir d'un niveau très bas, la Hongrie nourrit abondamment sa population et exporte des denrées alimentaires (le prix en est très élevé sans doute) ce qui n'est pas le cas dans les pays où les queues serpentent devant les magasins d'articles de première nécessité. Enfin, la première, la réforme hongroise avait rendu possible le développement assez spectaculaire de l'économie privée qui, toutes formes confondues, fournit au pays environ un tiers de ses revenus et de ses produits.

Tout cela : aboutissement de plus de 20 ans d'économie «mixte». Certes, sans le conservatisme de Kadar, avec davantage de volonté d'aboutir, ces résultats très insuffisants et gravement grevés par la dette auraient pu être atteints en bien moins de temps. Le «cas» reste néanmoins instructif dans ce sens que seule l'élimination totale des obstacles juridico-administratifs peut permettre le retour à l'économie de marché et que cette élimination n'est que la condition nécessaire d'une telle mutation sans en être, loin de là, la condition suffisante. Le gouvernement hongrois actuellement au pouvoir est en train d'en faire l'expérience. Une expérience douloureuse, en fin de compte impopulaire et, selon les prévisions, extrêmement longue. Dans la meilleure des hypothèses, la Hongrie deviendrait un pays démocratique capitaliste prospère à la fin du millénaire ; mais pas la Russie en l'espace de 500 jours...

En fait, sur un fond, répétons-le, plus développé que celui des autres pays communistes d'hier, les nouveaux dirigeants viennent de découvrir l'extrême complexité du «passage» à l'économie de marché. Car à part les dispositions légales qui doivent en ouvrir la voie (et qui ont déjà été prises en assez grande partie depuis 1989) il reste la pauvreté en capitaux, la vétusté de l'appareil de production, le prix social menaçant de déstabiliser

le régime, sans mentionner d'autres éléments négatifs, rendant pratiquement impossible de mener rapidement à la fois le démantèlement des anciennes et la construction de nouvelles structures économiques. «L'accélération» prônée en Pologne par Lech Walesa ou, ce qui revient au même, «la thérapie de choc» se heurtent non seulement aux limites du supportable par la population, mais aussi aux obstacles matériels, notamment l'insuffisance des investissements producteurs. L'apport des capitaux étrangers, vivement encouragé par tous les nouveaux gouvernements (même si le slogan populiste-nationaliste contre la «braderie» s'élève de temps en temps) ne saurait constituer qu'un palliatif. Les chiffres lancés en l'air (il faudrait 5 milliards de dollars pour la Hongrie, le triple pour la Pologne, 20 milliards pour l'URSS, etc...) sont d'une part irréalisables et d'autre part très en-dessous des besoins réels. L'Allemagne de l'Est constitue un cas tout à fait à part, sa moitié jumelle lui apportant à la fois capitaux, marché, technologie et savoir-faire au prix, il est vrai, de voir réduire la population est-allemande à la situation d'un sous-prolétariat.

Pour ce qui est donc d'un pays comme la Hongrie, il doit se dépêtrer essentiellement par ses propres moyens. Or, étant donné la pauvreté de ses ressources et malgré son état de développement un peu meilleur que celui de ses voisins, sa source de richesse la mieux exploitable est son capital humain.

La valeur de ce capital est certes difficilement estimable si ce n'est sur la base des indices de scolarisation, de spécialisation, de productivité, des inventions et innovations. Au lieu de nous y aventurer nous nous proposons de poser le problème au niveau, peut-être encore plus incertain et spéculatif, mais orienté vers les perspectives d'avenir, des potentialités. Cette réflexion part de l'idée que dans le cas d'une population dont le niveau de formation générale (école, formation dans l'entreprise, information, lectures, élites – tous éléments confondus) se situe au niveau européen moyen, c'est le facteur politique-psychologique qui détermine le «rendement» qu'on peut en tirer. Nous nous retrouvons par conséquent au même palier de débat qu'à l'époque du communisme réformiste de la décennie passée: l'avancée économique dépend de l'avancée politique... À cette différence près que les critères anciennement formulés de cette «avancée politique» ont entre-temps dépassé tous les espoirs à court terme. La liberté est chose acquise, l'indépendance nationale est fait accompli, la démocratie est installée. Et pourtant l'élan escompté grâce à la libération des capacités humaines tarde à venir.

Insécurité existentielle, chute du pouvoir d'achat, manque de confiance et autres facteurs mille fois évoqués expliquent certes en partie le phénomène de lassitude qui se fait jour de la Baltique à l'Adriatique dans toute cette région sinistrée. Mais en même temps un facteur sous-jacent en est également responsable. C'est le bas niveau de la culture politique, force motrice principale de l'élan et du progrès et qui est encore plus décisive dans une société en crise que dans les contrées plus heureuses. Car c'est d'elle, de son degré de maturité et de «finition» que dépend la capacité de mobilisation des énergies et de la créativité individuelle et, partant, la direction générale que

prend la vie de la collectivité. Sera-t-elle orientée vers le redressement de l'économie nationale et du civisme ou vers des revendications collectives pleines de ressentiments, le tumulte et la fureur sur l'agora ? Sera-t-elle marquée par l'esprit de réconciliation et de coopération avec les pays voisins ou par une nouvelle flambée des nationalismes ? Ira-t-on vers un climat serein de paix civile ou vers un climat haineux à l'endroit des minorités ethniques, religieuses, éthiques ? Vers le respect sans réserve de la personne humaine ou vers l'exaltation des normes morales et culturelles d'un mysticisme nationaliste ? Vers «l'Europe» ou vers le règne de l'intolérance et des pulsions obscures ?

La liste complète serait longue. Il s'agit en un mot d'un choix de société entre les deux voies principales qui émergent du tumulte : à savoir une société basée sur des valeurs en elles-mêmes respectables et nécessaires pour une identité cohérente, mais nuisibles et archaïques comme système de référence exclusif ou, c'est l'autre alternative, une société libérale véritablement pluraliste c'est-à-dire fondée sur la liberté. Avec cette maxime que j'avais une fois glanée dans une citation de Mirabeau : «...l'existence de l'autorité qui a le pouvoir de tolérer l'atteinte à la liberté de penser, par cela même qu'elle tolère et qu'ainsi elle pourrait ne pas tolérer».

Dans un ouvrage paru au milieu du «tremblement de terre» qui a fait basculer les pays communistes dans la démocratie, j'ai attribué à la société civile de ces pays la volonté et la capacité de procéder à un choix selon une telle orientation. Elle en avait en fait démontré la possibilité par son refus obstiné de se plier aux règles imposées par le communisme totalitaire et post-totalitaire. Elle s'est révélée le réservoir imprenable des mœurs et des valeurs démocratiques, libérales, européennes en même temps que nationales et culturelles. Il n'y a, à la lumière de l'extrême civilité des transformations déjà accomplies, rien à retrancher de cette analyse. Mais dans le même travail j'ai assorti cette interprétation du comportement collectif contre le totalitarisme à certains enseignements tirés des antécédents historiques de l'Europe centrale et orientale montrant le caractère inachevé de leur évolution. Inachevée l'est sans aucun doute toute société... Ce n'est pas le thème de la «fin de l'histoire» sur lequel je voudrais revenir. Il s'agit en l'occurrence de l'inégalité du développement entre deux, en réalité trois régions de l'Europe, sa partie centrale se situant nécessairement au milieu : entre la partie occidentale la plus évoluée et son Orient mordant sur l'Asie par le truchement de l'empire russo-soviétique. Parmi les historiens de la société hongroise, feu Jenő Szűcs avait, dans les sillons de la pensée d'Istvan Bibó, développé l'analyse des écarts et des dissemblances entre les trois régions.²

C'est aux alentours de 1500 que le brillant historien défunt situe la bifurcation des chemins de l'Occident et de la région européenne centrale. Sur les plans juridique, social, économique, culturel commence alors une

2. En français est parue l'une de ses études avec la préface de Fernand Braudel sous le titre *Les Trois Europe*, Paris, l'Harmattan, 1985.

stagnation voire même une régression creusant l'écart entre les «deux Europes» sans parler ici de la «troisième» plus à l'Est. À la dégradation intérieure vinrent s'ajouter au fil des siècles de véritables catastrophes nationales dont il suffit de mentionner l'invasion ottomane de la Hongrie, la défaite de la Bohême dans la bataille des Montagnes Blanches, les trois partages de la Pologne et d'autres malheurs comme, pour la Hongrie, l'écrasement en 1849 de la guerre d'indépendance contre l'Autriche, partiellement compensée, il est vrai, par certains avantages du Compromis de 1867. Mais, en parlant encore du cas spécifique hongrois, le Traité de Trianon de 1920 sanctionnant la défaite du pays aux côtés des Puissances centrales avait à nouveau plongé la nation dans un état de frustration prolongé, prolongé au-delà des 40 ans d'occupation soviétique jusqu'à nos jours, à cause des dispositions particulièrement cruelles, politiquement et moralement insensées de ce règlement de paix inepte.

Ce rappel terriblement lacuneux permet néanmoins d'entrevoir que le totalitarisme vint seulement «couronner» la trajectoire désastreuse de plusieurs siècles laissant derrière elle, à part le sous-développement matériel, des sociétés mille fois blessées et traumatisées. Comment, après de tels antécédents, la société civile de ces pays pourrait-elle rattraper en peu de temps le degré de civilisation et la culture politique de l'Europe et de l'Amérique développées ? C'est déjà une sorte de miracle, un miracle du courage moral que Polonais, Tchèques, Hongrois, et quelques autres aient pu conserver intact leur patrimoine culturel et ethnique.

Il n'en reste pas moins que ce patrimoine hérité de temps anciens se révèle nettement insuffisant et à certains égards vieilli et passéiste pour servir, à lui seul, de fondement interne et intériorisé à un nouveau départ. En se croyant Européens grâce à des traditions nobles mais étriquées, Polonais, Hongrois et même Tchécoslovaques risquent de se condamner à une situation éternellement périphérique face à un monde occidental qui, malgré sa propre dégradation morale, avait élargi et affiné de nombreuses caractéristiques de son héritage spirituel. Tout critique et sceptique qu'on puisse être vis-à-vis de la «société de consommation», sa modernité porte en elle des valeurs, en premier lieu celle du respect de la différence, qui n'ont pour ainsi dire rien à voir avec l'euroanéité d'un autre temps. Le risque existe donc que les peuples de l'Est continuent à vivre dans ce temps historique dépassé, en cultivant un archaïsme religieusement entretenu, surtout dans une partie de la littérature et des médias. Les porte-parole de cette tendance bruyante ne cessent de marteler qu'en vertu du christianisme, des traditions ancestrales et de la résistance anti-totalitaire ces nations sont dans l'Europe, et que cette dernière a comme devoir de les accueillir sans autre effort supplémentaire que quelques sacrifices sur l'autel de l'économie de marché. Et s'il y a des efforts à déployer, ceux-ci doivent tout naturellement se faire pour le renforcement de la cohésion nationale, le culte des valeurs traditionnelles, l'affirmation d'une identité exclusive et tout cela en opposition à l'influence délétère du cosmopolitisme, de la laïcité, de l'individualisme.

Dans le souci d'éviter de tomber dans la polémique, je m'abstiendrai de citer ici les nombreux exemples concrets témoignant de la montée de cet état d'esprit. Et pour éviter aussi de donner prise à des interprétations qui voudraient déformer mes propos dans le sens d'un «antinationalisme». Il ne s'agit pas de cela. À vrai dire je considère nuisible aux intérêts bien compris des nations en question la montée des passions d'un autre âge. Celles-ci ne font que détourner les énergies créatrices de ce qui est nécessaire pour aller vers l'Europe de 2000 au profit d'objectifs pour la plupart stériles et privés d'utilité réelle à un moment historique où se décide l'avenir de ces nations pour un autre demi-siècle sinon davantage. On a vu assez d'élan modernisateurs brisés dans cette région, qui ne peut se permettre de manquer le coche une fois de plus et par surcroît dans des conditions on ne peut plus propices. Car, pour une fois, «l'autre Europe» n'est pas la victime désignée soit d'une guerre perdue soit de l'erreur fatale d'une politique erronée. Elle est au contraire l'enfant prodige vers lequel affluent toutes les sympathies. Pour combien de temps ? C'est la question.

Avant de revenir au thème, ô combien crucial, du relèvement des énergies dormantes dans la juste direction, il faut commencer par mentionner où conduisent l'archaïsme culturel anachronique et la mauvaise lecture des réalités internationales. La réponse est malheureusement simple. Au nationalisme, à la xénophobie, à l'antisémitisme, au provincialisme et j'en passe. Sur demande, je fournirai l'inventaire qui va des manifestations irrédentistes au racisme antisémite en passant par le culte de symboles anachroniques, par des «gaffes» de politique étrangère et par des symptômes contre-productifs en ce qui concerne la modernisation économique. La Hongrie l'a échappé belle, pour ne citer qu'un exemple, à une «réforme agraire» ayant comme but le retour au *statu quo* de l'agriculture de... 1947. J'ai lu par exemple un article «savant» à ce propos vantant les avantages d'une exploitation paysanne modèle sur ... 3 hectares.

Comment expliquer, si peu de temps après la disparition du système communiste, cette montée de «vieux démons» ? Dans une certaine mesure, elle n'est que la réaction peut-être inéluctable d'un peuple si longtemps privé de son identité nationale et culturelle. Une fois que la chape de plomb imposée par une idéologie usée mais artificiellement maintenue dans sa position de monopole saute, il n'y rien de plus naturel que la marmite vomisse tout son contenu, fut-il bon ou mauvais, avarié ou resplendissant de fraîcheur. Le régime communiste avait tenté d'en finir avec le nationalisme voire avec l'identité culturelle, avec les sentiments religieux, avec la solidarité communautaire et même avec l'esprit d'entreprise et d'innovation à coup d'interdictions et d'écrasement bureaucratique. Le résultat en a été l'extinction du civisme et de l'esprit d'initiative en même temps que le refoulement des passions incompatibles avec les canons de l'idéologie officielle, tel l'antisémitisme, officiellement condamné, officieusement ignoré et, dans la pratique, largement utilisé par l'État-Parti lui-même. Puisque les interdictions ne résolvent jamais rien, celui-ci sort maintenant de sous le boisseau tout comme le nationalisme outrancier ou l'intolérance de la différence.

La société civile en est-elle, nous nous sommes posé la question, le principal responsable ? Le recul historique est encore trop court pour y répondre avec certitude. Sa relative immaturité, aggravée par 40 ans d'isolement des courants occidentaux de la pensée et de la culture politiques y est sans doute pour quelque chose. Ne serait-ce que pour la raison évoquée au début de cet article qu'une fois cette « parenthèse » de 40 ans fermée, il est quasiment impossible de retourner à une autre source qu'à celle fixée – et figée – au moment où l'horloge d'un développement « normal » de la société s'est arrêtée... Comme la montre brisée de la victime au moment de son assassinat, l'heure de la confiscation des valeurs d'un peuple par le pouvoir totalitaire usurpateur indique le temps arrêté et, partant, la position de la pendule remise en mouvement...

Toutefois, ces longues décennies de plomb n'avaient pas tout arrêté. On entend souvent parler de l'attrait irrésistible de la société de consommation, de la séduction des bananes, des voitures et des calculateurs de poche comme ayant été la force principale de la course effrénée de ces peuples vers le « way of life » américano-européen. C'est vite oublier l'attrait de la liberté... C'est vite oublier aussi l'effet fécond des contacts, par livres interdits interposés pendant longtemps, mais par la suite timidement « libéralisés », qu'ont eus des dizaines de millions d'Européens de l'Est avec la culture politique et artistique du monde moderne. Le comportement, on ne peut plus digne de ces populations parachutées du jour au lendemain dans le statut de citoyen en fournit la preuve, une preuve certes insuffisante, mais indicative de sa maturité.

Par ailleurs, quelques autres indices laissent aussi croire que la société civile, peut-être plus que la nouvelle classe politique, est plus réceptive qu'on ne le croit aux idées et aux normes de comportement policées, empreintes de valeurs démocratiques neuves. Les élections municipales hongroises déjà évoquées pourraient même être interprétées comme un désaveu, non pas nécessairement de l'exercice gouvernemental dépassant à peine les « cents jours de grâce », mais de la cacophonie caractérisant la vie politique publique, jusque dans les travées du Parlement. Les incitations souvent grossières à l'antisémitisme semblent avoir très peu porté, comme aussi la tentative de certains milieux politico-intellectuels de tirer sur la corde nationaliste. Peu importe que la motivation de ces manifestations déplacées viennent de calculs politiques pour séduire les électeurs ou de la persistance de mentalités individuelles désespérément obtuses, l'écho renvoyé par le « pays profond » s'est avéré extrêmement faible. Avec plus de réalisme qu'un groupe restreint d'intellectuels obsédés par la peur de « l'envahissement » ou la « colonisation culturelle » de la « magyarité » par quelques milliers de juifs ou autres « éléments étrangers à la nation », la majorité semble leur répondre avec indifférence et même avec un certain dédain. Or c'est une majorité nullement silencieuse : elle s'est en fait exprimée en toute clarté en donnant un quart des votes à un parti d'opposition mille fois stigmatisé par la nouvelle droite comme « juif », « antinational » et « anti-religieux » (Alliance des Démocraties libres) et quelque 17 % des voix aux Jeunes Démocrates, un

parti qui a toutes les chances d'incarner l'avenir d'une nation avide d'air frais, sans les relents ni du communisme ni du conservatisme du temps où l'horloge s'est arrêtée il y a bientôt un demi-siècle.

Un mot pour finir ces réflexions sur l'aspect international, essentiellement régional de la question du renouveau nécessaire. Et cela au risque de déplaire aussi bien au «camp» des nationalistes qu'à celui de ses détracteurs acharnés.

Le Traité de Trianon et sa confirmation par la Conférence de la Paix de Paris en 1947 est une plaie qui risque de ne jamais se cicatriser. Problème complexe et délicat s'il en est à cause de ses multiples implications. Problème simple sur le fond : il est impossible d'ignorer qu'on n'ampute pas sans conséquences une nation d'un tiers de son territoire et de sa population comme l'avait fait le «Diktat» de Trianon créant ainsi dans les pays voisins, dits «États successeurs», des groupes ethniques minoritaires hongrois beaucoup trop importants pour un équilibre sain. Les «arbitrages de Vienne» d'Hitler avaient en fin de compte assez justement réparé ce tort par l'attribution à la Hongrie de l'amiral Northy, le régent du pays entre les deux guerres, des territoires slovaques et roumains peuplés par les groupes les plus compacts de Hongrois. Mais une «justice» rendue par l'arbitre le plus injuste et le plus répugnant pouvait-elle survivre à sa chute, chute dans laquelle par ailleurs la Hongrie l'avait accompagné ? Se trouvant dans le camp des vaincus, cette dernière ne pouvait nourrir l'illusion de pouvoir garder ses gains face à la Tchécoslovaquie de Benes mieux placée sur l'échiquier international, face à la Yougoslavie triomphatrice de Tito, face à la Roumanie qui avait plus habilement tourné casaque ? D'autant que, pour ce qui était de celle-ci, Staline lui accorda sa préférence en raison de ses propres visées sur la Bucovine du Nord et la Bessarabie dont il allait créer la République soviétique de Moldavie.

«L'ordre de Yalta» impliquait ainsi pour la Hongrie non seulement sa soumission forcée au régime communiste, mais aussi à ses dispositions anciennes, confirmées par le Traité de Paix de Paris. En outre, l'intangibilité des frontières inscrite dans l'ordre international régi par les Nations Unies a trouvé sa consécration dans l'acte final et le processus de Helsinki. Il ne restait donc plus aux gouvernements communistes successifs qu'à se soumettre et à chercher autant que possible à améliorer les conditions des minorités hongroises. Longtemps passif, voire insensible à ce problème touchant à la fois les minorités concernées et l'opinion publique du pays, les gouvernements finirent par s'apercevoir du caractère explosif du mécontentement provoqué par le mauvais traitement des Hongrois de Transylvanie et, dans une moindre mesure, de Slovaquie, et virent le bénéfice politique qu'ils pouvaient en tirer en s'érigeant comme redresseurs de torts. D'où la politique un peu plus active du régime Kadar, déjà aux abois dans la seconde moitié des années 1980, et la détérioration consécutive des relations avec le régime de Ceausescu.

Voici, résumé en quelques mots, l'état de la situation héritée par les gouvernements des deux côtés des frontières. Situation aggravée encore par l'agitation et les exactions commises contre les Hongrois de Transylvanie par des organisations roumaines ultranationalistes. L'exode de dizaines de milliers de Hongrois en est la conséquence avec en plus le sentiment d'insécurité pour ceux qui restent. À l'agitation et la persécution des congénères, les Hongrois de Hongrie réagissent tous sans doute avec vivacité, mais généralement avec modération. Comme aussi dans les milieux roumains éclairés tels que l'Association des écrivains roumains qui vient d'exclure de ses rangs Eugen Barbut, directeur de la revue *Romania Mare*, fer de lance de la campagne de haine anti-hongroise. Des deux côtés se trouvent donc assez d'éléments modérés et désireux de chercher les voies de la réconciliation et de la coexistence harmonieuse. Mais des deux côtés agissent aussi des incendiaires sans scrupule. Tirer un trait d'égalité entre les deux n'est pas possible parce que la petite minorité roumaine vivant en Hongrie y vit paisiblement tandis que les deux millions de Hongrois de Roumanie sont privés de maints droits élémentaires et se trouvent exposés aux persécutions des nationalistes. Il n'en reste pas moins que l'ultranationalisme hongrois – un ultranationalisme qui ne se manifeste nullement parmi les Magyars de Transylvanie – est autrement nuisible que celui des ultras roumains. Il est avant tout nuisible aux intérêts hongrois. Car le climat anti-roumain que ce groupe, heureusement auto-isolé, tente de surchauffer rend un mauvais service à la fois à la minorité ethnique hongroise qu'il livre ainsi aux attaques, et en fin de compte dessert les intérêts nationaux à moyen et à plus long terme. Car si l'on regarde le problème sans hypocrisie, le sort d'une minorité de telle importance doit faire l'objet un jour d'une réévaluation des dispositions aux niveaux international et bilatéral. Une révision des traités ? Malgré la résonance aujourd'hui sacrilège de ces mots, rien n'interdit d'exclure une solution territoriale par exemple, par la création d'une enclave autonome. La validité des traités n'implique pas leur pérennité et il se peut qu'à un moment plus propice l'intérêt de l'Europe exigera le règlement de ce litige explosif, sans porter atteinte à la souveraineté roumaine. Quant à la solution par l'autonomie administrative et culturelle de l'ethnie hongroise, elle est pour ainsi dire à portée de la main puisque le simple rétablissement de cette autonomie, une fois déjà accordée, mais ensuite retirée, relève de la volonté politique roumaine. Quant aux alternatives fédéralistes elles sont utopiques dans l'état actuel des esprits et des choses dans toute la région danubienne, mais dans une plus longue perspective, tous ces pays se devront un jour d'élaborer leur système communautaire en vue de leur intégration dans la communauté européenne élargie.

Tout milite donc en faveur de la recherche pacifique et patiente d'une issue satisfaisante et assurant la stabilité de la région, tandis qu'au contraire les gesticulations nationalistes ne font qu'empirer les choses. Si d'une part rien n'est éternel, dans la perspective surtout de l'intégration européenne, d'autre part tout révisionnisme doit être scrupuleusement

banni dans la situation actuelle où la communauté internationale y est absolument opposée et prête à punir toute effraction. La Hongrie, pour revenir à elle, ne ferait que compromettre ses chances et gaspiller le capital de sympathie dont elle dispose, en se livrant à une «politique de récriminations» ne fût-ce que par un certain style de discours.

Certains indices permettent d'espérer que ces convulsions et cette lutte au corps à corps avec les «vieux démons» n'absorberont pas toute l'énergie des peuples du Danube et de la Vistule tout au long de la dernière décennie de notre millénaire. Des voix s'élèvent partout contre le nationalisme, l'antisémitisme, le non-respect de la personne humaine, l'intolérance, le cléricalisme... Tous les Polonais sont loin d'être unanimement en faveur du catéchisme à l'école publique et du projet de loi interdisant l'avortement. Tous les Hongrois ne sont pas antisémites, pas plus qu'antitziganes ou croisés d'un traditionalisme évanoui dans l'histoire. Dans la difficile gestation de la démocratie moderne tous ces pays possèdent, en plus des traditions et d'une culture certaines, une élite éclairée et des personnalités de grande autorité morale tels un Vaclav Havel, un Tadeusz Mazowiecki, un Arpad Gönez pour ne citer que ces magistrats au-dessus de la mêlée. Mais il n'y a pas de temps à perdre.